

L'Armée, pas dans ma cour!

Dernièrement, les collègues membres de la FEC ont soulevé le malaise suscité par la présence de l'Armée canadienne dans nos institutions. S'il est tout à fait fondé de s'interroger sur la légitimité du recrutement militaire dans nos cégeps, ne faudrait-il pas se questionner sur la visée même des institutions promulguant l'éducation, sinon sur celle de l'éducation elle-même. Une vision humaniste persiste, celle de la transmission de connaissances et de savoirs afin de faire de nous de meilleurs citoyennes et citoyens! Si on se fie au langage utilisé, la *clientèle étudiante*, le *taux de performance*, le *taux de placement* et compagnie, on réalise que les institutions postsecondaires ont surtout pour objectif de former des ressources humaines plutôt que des citoyennes et citoyens avertis. En ce sens est-il surprenant que certains cégeps ouvrent leurs portes à l'Armée pour que celle-ci vienne y recruter des ressources humaines potentielles? Non! Mais est-ce que cela est pour autant acceptable? Non plus! Non seulement cette stratégie n'est pas légitime, mais l'Armée canadienne telle qu'on la connaît aujourd'hui l'est encore moins.



Marie-Soleil Martineau
Enseignante au collège de Bois-de-Boulogne
mariesoleil.martineau@bdeb.qc.ca

Tout d'abord, la stratégie des Forces armées qui consiste à visiter les collèges la même journée que les universités me semble malhonnête. En effet, « invitées » dans ce contexte, les Forces armées se présentent telle une institution comme les autres. Comme les autres... Non, pas tout à fait, car elles offrent en plus le privilège d'étudier gratuitement. Peut-on penser que certains jeunes sont attirés par cette gratuité scolaire? Il est fort probable. Les jeunes ont-ils toutes les informations nécessaires pour faire un choix éclairé (si choix il y a)? Est-ce qu'on oublie un petit détail? Ah oui... il se peut que vous ayez à servir, éventuellement, de chair à canon. Bien qu'on évoque aux nouvelles les soldats morts en Afghanistan, l'industrie du divertissement et les médias ont tendance à dépeindre les soldats comme de vaillants combattants à la recherche de la justice et du bien. Rarement sont-ils présentés comme des mercenaires et encore moins comme des victimes. De plus, la menace d'une guerre impliquant le Canada semble si peu probable, que les jeunes peuvent s'imaginer qu'ils n'auront pas à se battre. Voici une autre

information qu'on tente de nous faire oublier: le Canada est en guerre contre l'Afghanistan!

Deux ouvrages de Francis Dupuis-Déri, *L'éthique du vampire* (2007) et *L'Armée canadienne n'est pas l'armée du salut* (2010), démontrent les visées économiques et impérialistes du Canada, camouflées sous le discours de reconstruction du pays, d'éducation des filles et de démocratisation. Pourtant, nous sommes loin de l'époque des Casques bleus de Pearson. La majorité des missions canadiennes n'étant d'ailleurs plus des « missions de paix », mais bien des missions de guerre. Si les horreurs commises par l'Armée américaine ont été dévoilées davantage, notamment avec la mise en ligne d'une vidéo sur *WikiLeaks* dans laquelle on voit des soldats tuer des civils innocents comme

s'il s'agissait d'un jeu vidéo, nous serions bien naïfs de croire que nos soldats canadiens agissent

différemment. La guerre, en effet, déshumanise. Jean-Marie Muller utilise ainsi la métaphore de la mitrailleuse à l'homme au lieu de parler de l'homme à la mitrailleuse. Car si les soldats font de nombreuses victimes, ne peuvent-ils pas eux-mêmes compter parmi les dommages collatéraux? Les cas de figure à ce propos sont le Général Roméo Dallaire, mais aussi l'ex-soldat québécois Martin Petit qui a écrit dans un récit autobiographique, *Quand les cons sont braves*, comment l'Armée canadienne abuse de la naïveté des jeunes et leur cause d'énormes souffrances. Nombreux sont les soldats qui reviennent au pays avec des douleurs morales et physiques atroces, sans compter le stress vécu par leurs proches avant, pendant et après leur passage sur le terrain. La guerre n'est en effet que désolation – sauf pour



vous que, non satisfaite par sa stratégie de recrutement dans les collèges, l'Armée canadienne fait aussi passer des publicités axées cette fois sur l'aventure et l'action, sur les ondes de *Télétoon*, chaîne de dessins animés principalement regardée par des adolescents et des préadolescents...

S'il est vrai que la visite annuelle des Forces armées dans nos institutions va moins loin que les kiosques de recrutement que nos voisins du sud ouvrent directement dans les écoles, elle demeure inacceptable. À ce chapitre, j'aimerais partager avec vous un beau souvenir d'un groupe d'étudiantes et d'étudiants de Bois-de-Boulogne à l'automne 2008. Mécontents que le Collège ouvre ses portes aux Forces armées, ils ont tenu un *die-in* tout près de leur kiosque. Ces étudiantes et étudiants étendus sur le sol avec du ketchup en guise de sang ont vite fait de faire fuir les militaires. Cet automne, l'association étudiante hésitait entre faire la demande explicite aux Forces armées de ne pas se présenter ou répéter le scénario du *die-in*. Comme les portes ouvertes des universités coïncidaient avec le jour du Souvenir, elle a préféré envoyer une lettre demandant aux Forces armées de ne pas se présenter. J'ose rêver que leur visite de 2008 fut bel et bien l'ultime passage des soldats chez nous... et pourquoi pas dans tous les collèges!

Vie syndicale

La tournée du MELS en FPT : exercice de relations publiques ou occasion d'une relance pérenne du réseau collégial?

Le MELS tiendra prochainement des forums dans les dix-sept régions administratives du Québec afin de discuter de formation professionnelle et technique; cette tournée se terminera par la tenue d'une rencontre nationale. Si le ministère n'a pas fait connaître les questions qu'il entend soumettre aux représentants de l'industrie et de l'éducation, on sait déjà que l'adéquation formation/emploi sera au cœur du débat. De prime abord, alors que plus de 93 % des employeurs se déclarent satisfaits ou très satisfaits de la qualité de la formation technique dispensée à leurs employés dans nos collèges¹, on ne peut que constater la qualité de cette adéquation et s'interroger sur la pertinence d'un pareil exercice. Selon nous, le problème à résoudre se trouve ailleurs, soit dans l'adéquation quantitative, plus précisément le faible nombre d'inscriptions dans nos programmes techniques, au secteur régulier comme à la formation continue.



Éric Beauchesne
1^{er} vice-président à la FEC-CSQ et enseignant au collège de Bois-de-Boulogne
eric.beauchesne@bdeb.qc.ca

De ce point de vue, la FEC a fait ses devoirs en bonifiant les conditions de travail de nos collègues aux prises avec des difficultés émanant de petites cohortes d'élèves et en poursuivant sa réflexion sur le sujet par la tenue d'un Comité de vigilance. Mais il faut faire le constat de la douloureuse persistance d'un problème d'une ampleur telle qu'il menace la survie même de certains collèges, surtout en région. En ce sens, on ne peut qu'accueillir

favorablement l'initiative du MELS, même si rien n'assure que notre message sera reçu. En effet, le principal maître d'œuvre en éducation se livre à la politique de Pilate depuis de nombreuses années, et son récent sur-saut peine à nous convaincre de la sincérité d'une bien tardive conversion.

Avec la Réforme Robillard, la décentralisation de l'implantation des programmes et la dérèglementation des AEC, le MELS a abdiqué son rôle de coordination de l'offre de formation, une situation qui a vite débouché sur une véritable anarchie au sein du réseau collégial, anarchie qui ne cesse de proliférer à la faveur d'une compétition malsaine entre établissements. Issus de la même logique de décentralisation, le Plan de rapprochement en formation professionnelle et technique ainsi que

les Tables régionales interordres, lancés en 2006 comme piste de solution aux problèmes constatés, auront eu l'effet d'un cautère sur une jambe de bois, comme en fait foi le bilan de leurs activités publié en novembre 2010². S'il est flatteur de voir le MELS se mettre à l'écoute de ses partenaires, cette ouverture de sa part ne saurait le dispenser d'un sérieux examen de conscience. Une relance crédible de la formation technique ne passe pas prioritairement par une nouvelle stimulation de l'offre de formation, mais bien par un travail sérieux du MELS pour en assurer la cohésion au-delà du créneau régional.

Le premier pas dans la bonne direction devrait nous conduire à une action d'ampleur visant à susciter la demande de formation technique, tant par la valorisation de celle-ci que par l'accroissement de son accessibilité. Des efforts supplémentaires doivent être consentis pour améliorer la persistance scolaire au secondaire et mettre en place de véritables parcours de continuité. Des modifications au régime des prêts et bourses facilitant la mobilité étudiante, des dispositifs accessibles de reconnaissance des acquis, le financement des études à temps partiel et de la formation continue ainsi qu'un système d'information scolaire complet et convivial sont autant de pistes à mettre de l'avant. La qualité de notre formation technique n'est plus à démontrer, le temps est venu d'en permettre l'accès au plus grand nombre.

- 1 La formation technique au collégial : les employeurs s'expriment, sondage mené en 2009. *Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport*, <http://www.mels.gouv.qc.ca/Relance>
- 2 État de situation de la mise en œuvre du plan de rapprochement en matière de formation professionnelle et technique, *ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport*, 19 mai 2010.